

I

IMAGES,  
PROBLÉMATIQUES ET THÈMES

La sécheresse qui touche l'Afrique sahélienne<sup>1</sup> plus ou moins fortement depuis presque une décennie a démontré avec une vigueur surprenante le peu de place que l'Afrique noire et ses populations occupent dans l'échelle des valeurs et des intérêts de l'« opinion publique » internationale et des États occidentaux. Nous ne tenons pas du tout à nous lamenter sur les hypocrisies du monde occidental et sur les alibis de l'aide alimentaire. Au contraire le réveil a été salutaire pour ceux qui traitent de l'Afrique pour des raisons intellectuelles (mais professionnelles). *La situation actuelle n'est pas nouvelle* : simplement, ses caractères excessifs ont permis de prendre une mesure plus exacte des images et des analyses dominantes.

Cependant, aux poncifs, aux lieux communs, voire aux mensonges de la presse dite d'information ou de vulgarisation, aux clichés des mass media se sont ajoutés les lacunes, les partis pris et les limitations des explications se voulant plus sérieuses pour ne pas dire scientifiques. Si la « théorie » de la catastrophe naturelle et des inaptitudes humaines domine, ce n'est pourtant pas à cause de la modestie ou des démonstrations approximatives des chercheurs. Que ceux-ci soient

---

1. La sécheresse africaine s'étend bien au-delà de la zone dite sahélienne — qui va de la côte atlantique (Sénégal, Mauritanie) au Tchad. Mais, pour des raisons qui tiennent à l'homogénéité de cette zone et aux particularités de la situation éthiopienne, nous nous sommes restreints au seul Sahel.

climatologues, écologistes, sociologues ou agronomes ne les soustrait pas à l'influence des idéologies dominantes et des *raisons sociales* des institutions qui les emploient.

Ce qui éclate cette fois-ci comme un oubli systématique, c'est l'absence de référence aux conditions historiques qui modèlent l'histoire africaine depuis au moins un siècle et parfois beaucoup plus. Tant que le « progrès » et le « changement » dans leur forme capitaliste apparaissent comme naturels et inévitables, il est normal de penser la situation actuelle en termes d'inadaptations, de dysfonctionnements, d'obstacles, etc. Le progrès ne peut être que technologique. Tout le monde le sait, rien ne résiste au progrès, il n'y a rien de mieux que le progrès. Tous nos journaux et nos experts soupirent : pourquoi les populations sahéliennes ne comprennent-elles donc pas les avantages du progrès ? Depuis le temps !

Mais, si les irrationalismes locaux expliquent pour beaucoup, aux yeux de l'opinion internationale, les malheurs alimentaires, il ne faut pas oublier le premier coupable : l'absence de pluie. S'il y a des « erreurs humaines », c'est que par ailleurs la nature est capricieuse. Nous savons bien que l'histoire de l'humanité peut se résumer en histoires de la pluie et du beau temps. Dans le cas du Sahel (comme du Bangla Desh), l'explication dominante ressort du terrorisme climatique, et, pour corser l'affaire, comme dans les romans-feuilletons ou les traditions épiques, on y introduit des cycles. Selon le lieu, le tempérament du chercheur ou les objectifs des gouvernements en place, ces cycles sont plus ou moins longs, récurrents, articulés. Il y en a pour tous les goûts et cela fait sérieux. Mais trêve de plaisanteries. Comment comprendre la crise actuelle ?

Les causes profondes de la famine (qui nous intéresse plus que le fait intrinsèque de la sécheresse) proviennent des transformations destructrices et irréversibles induites par la mise en dépendance coloniale et l'exploitation économique capitaliste. Les moyens techniques et sociaux dont disposaient les sociétés locales ont disparu ou sont devenus inopérants. Et, ne pouvant contrôler en aucune manière ne serait-ce que les effets de la nouvelle dynamique économique et politique, les populations africaines — je ne parle pas des Etats qui profitent de la situation — ont dû passer sous les fourches caudines du « développement » et du « progrès ».

Mais, depuis qu'on admet la catastrophe, les pays occidentaux — et même les gouvernements africains — n'ont pas voulu entendre parler de ce genre de causes structurelles. Les solutions envisagées

ne sont qu'un remodelage de certaines formes de la dynamique du développement et une aide alimentaire. La crise agricole et alimentaire actuelle est donc le nouveau « gadget » qui permettra aux pays dominants (et aux Etats arabes « associés ») de garantir l'ordre mondial. Que la crise du Sahel puisse s'énoncer en ces termes est de plus en plus évident. Je me contenterai de citer — sans commentaires — trois phrases d'un article du directeur général de la FAO, A. H. Boerma. Son analyse se résume en trois points : fatalité naturelle, équilibre mondial au profit des dominants, incapacités sociales<sup>2</sup> :

« Depuis l'aube de l'humanité, on sait que l'agriculture dépend essentiellement de la météorologie et que celle-ci est capricieuse. »

« Cependant, devant le risque immédiat de disette pour une grande partie de la population du tiers monde, les pays plus riches devront intervenir ne serait-ce que pour éviter de trop grands bouleversements politiques. »

« Il faut se réjouir qu'à l'initiative de grands hommes d'Etat une conférence mondiale étudie le mois prochain les moyens connus qui permettraient de sortir cette moitié malheureuse de l'humanité de la misère sans espoir et de permettre à l'autre moitié de s'assurer un avenir plus calme. »

Nous voudrions donc aborder ici quelques-uns des problèmes concernant *les termes et les conditions* de l'analyse du phénomène dit de sécheresse et de famine. Nous présenterons d'abord les grands types d'explication et la littérature existante. Ce panorama très rapide et schématique<sup>3</sup> nous donnera une idée de ce qui existe et de ce qui mérite une critique radicale. Nous évoquerons ensuite les types d'analyses, les problèmes et les problématiques indispensables à la compréhension *historique et sociale* du Sahel actuel ; le dossier lui-même étant en quelque sorte un premier pas dans cette direction.

2. Cf. « L'Humanité sur la corde raide », *Le Monde diplomatique*, octobre 1974, p. 9. L'article s'insère dans un dossier consacré à la situation alimentaire mondiale.

3. Panorama fondé essentiellement sur des textes français. Le Sahel est « francophone », ne l'oublions pas.

## I. La nature des choses et le bon ordre des choses

Pour qui s'intéresserait aux visions et aux versions idéologiques d'un événement naturel et social comme la situation sahélienne, la moisson de documents de tout genre serait d'une richesse considérable<sup>4</sup>. Recenser, analyser, critiquer, confronter les sources, les répétitions et surtout les explications permettrait de voir qu'en fait les moyens utilisés sont sommaires et que toutes les variantes de l'idéologie dominante se ramènent à quelques constantes. On se contentera ici d'indiquer trois types de sources et de suggérer les impressions qu'on peut en tirer.

### I. QUELQUES JOURNAUX

A tout seigneur tout honneur, *Le Monde*. C'est tout d'abord « le drame de la sécheresse<sup>5</sup> ». Ce drame tient à ce que « l'eau [est] la richesse la plus mal répartie [et que les] sécheresses [sont] à répétition<sup>6</sup> ». Lorsqu'on aborde le sociologique, c'est pour citer Mgr Rodain qui parle lui des « répercussions sociologiques du drame<sup>7</sup> » et non des causes... Comment remédier au drame ? C'est bien simple, « tout dépend de l'aide étrangère<sup>8</sup> ». Cette façon de voir, si l'on peut dire, se mesure assez facilement dans le cas du *Monde*, puisque deux articles sur trois se limitent à donner des informations sur l'aide<sup>9</sup>. Lorsqu'on parle de la situation intérieure des pays, c'est pour se contenter, sauf dans un cas, de reprendre le point de vue officiel et de soutenir le bien-fondé des politiques de Nouakchott<sup>10</sup>,

4. Mais notre dossier n'est, à la date où nous terminons cette introduction, que le second livre général paru sur la question en français !

5. Nous reprenons en citation seulement les titres des articles : cf. les titres des 19 avril et 2 juin 1973. Le 6 février 1974, la sécheresse est « plus dramatique » et le 20 mars 1974 c'est devenu un « fléau ».

6. 19 avril 1973.

7. 3-4 juin 1973. Il s'agit d'une interview du président du Secours catholique.

8. 6-7 mai 1973. L'article est de J.-C. Guillebaud.

9. Cf. par exemple les numéros des 17-18 juin, 29 août, 26 septembre, 30 octobre 1973, ceux des 9 mai, 20 septembre 1974, et je ne compte pas tous les entrefilets de bas de colonne.

10. 20 mars 1974.

de Dakar ou des militaires du Niger<sup>11</sup>. Le cas unique de critique politique est consacré à la situation des Touareg du Mali<sup>12</sup>. Mais, comme le dirait M. de La Palice, « les secours d'urgence au Sahel ne dispensent pas de chercher des remèdes durables à la sécheresse<sup>13</sup> ». Cet article, comme un précédent<sup>14</sup>, fait l'éloge des sociétés françaises de techniques agricoles et agronomiques. Comme complément nous disposons de fréquentes interviews de R. Dumont<sup>15</sup> ou des responsables de la FAO<sup>16</sup>. Les plus gros dossiers ont concerné les éléments naturels<sup>17</sup>, l'aide et les responsables de celle-ci, les gouvernements et les experts ; sur les rapports sociaux, la situation de dépendance économique, rien<sup>18</sup>.

*Le Nouvel Observateur* s'est signalé pour l'envoi (deux fois) de son spécialiste de la rubrique... automobile<sup>19</sup>. Ces articles ont plu<sup>20</sup>. Mais je partage entièrement le point de vue de Cl. Meillassoux et G. Nicolas qui ont montré la prétention, la naïveté... et le danger de cet illusionnisme exotico-écologiste<sup>21</sup>.

Un dernier exemple pris chez l'éditorialiste attiré de *Elle* : Jean Duché. Dans un article dont le titre est déjà tout un programme : « L'Injustice du ciel<sup>22</sup> », l'explication débouche sans complexe sur le racisme. Duché veut parler « des performances de la race blanche »

11. Cf. les articles de P. Biarnès et de G. Comte.

12. C'est un article de Ph. Decraene, qui commence en première page du journal (6 février 1974). Le 8 mars 1974 est publié un article sur les Touareg en Algérie.

13. 7 août 1973.

14. 26 juin 1973.

15. Les 3 avril et 16 mai 1974.

16. Les 19 avril 1973 et 13 mars 1974.

17. Cf. le dossier sur les variations de climat, le 14 août 1974.

18. Cela provient évidemment à la fois de raisons politiques (la zone française) et de la qualité des journalistes. Lorsque G. Viratelle aborde le même problème en Asie du Sud, l'explication est très différente dans la forme et le fond (titre du 12 nov. 1974 : « Les gouvernements de l'Asie du Sud en partie responsables de la disette »).

19. J.-F. HBLD, « En attendant la pluie » (2 juill. 1973) et « L'Afrique du cauchemar » (22 avril 1974).

20. Se reporter aux lettres de lecteurs dans les numéros du 23 juillet et du 13 août 1973.

21. Lettres de Claude Meillassoux le 23 juillet et de Guy Nicolas le 13 août 1973. Voir ces lettres en annexe p. 37-39.

22. N° 1423 du 26 mars 1973. Un an et demi plus tard, un reportage de J. MERLINO, « Où en est le Sahel ? » (n° 1508 de novembre 1974), donne un ton plus critique. Le Sahel toutefois est encadré par des mannequins posant sur des dunes et des publicités de boîtes de conserves. La lectrice n'y fera donc pas trop attention. Encore que le titre du numéro (« Vive le noir ! ») mélange savamment la mode et... l'actualité.

et en vient aux raisons climatiques « tempérées » de l'éclosion de l'Occident : « Les hommes de l'Inde, du Proche-Orient, de l'Afrique, d'une grande partie de l'Amérique latine [...] peuvent certes produire de brillantes individualités (l'Inde, par exemple, a d'éminents atomistes). Cela suffit à nous interdire de croire à la supériorité absolue du cerveau blanc [...]. Malheureusement, quelques savants, quelques hommes politiques ne feront jamais une civilisation dynamique. Il y faut l'énergie du peuple entier. Et cette énergie, le ciel — celui que nous voyons au-dessus de notre tête — l'a très inégalement répartie. Alors, que faire ? »

Malheureusement cet auteur a pu récidiver dans les colonnes mêmes du *Monde*<sup>23</sup>. A coups de lieux communs sournois (et faux) du genre « l'homme se sent dans la dépendance totale des phénomènes naturels, il se sent comme un parasite plus ou moins mal toléré par la nature » et de « l'éducation [souligné par nous] des paysans voltaïques reste à faire », on en arrive à ces perles : « ils ont toujours bêché avec leur *daba* et l'idée ne leur est jamais venue qu'ils pourraient faire faire le travail par un âne ou par une paire de bœufs... » ou, mieux encore : « Un mois suffit pour dresser une paire de bœufs, mais combien d'années pour un paysan mossi ? »

## 2. DES POSITIONS PLUS OFFICIELLES

Mais les journalistes, tout le monde le sait, ne sont pas très sérieux, voyons donc les experts eux-mêmes. Si l'on examine un dossier comme celui qui est publié par *Le Courrier de l'Association*<sup>24</sup>, le problème apparaît comme naturel (ce n'est qu'une sécheresse plus forte que d'habitude), technique (le point de vue de l'ingénieur, de l'agronome, du vétérinaire) et relevant d'une aide (les réalisations du FED). En excluant *a priori* les conditions historiques et sociales (les fameuses « répercussions » sociologiques et les responsabilités étatiques), cette revue présente le modèle technologique capitaliste comme la seule (bonne) solution. Il y a des critiques toutefois. L'agronome R. Grégoire<sup>25</sup> énumère les erreurs et les aspects négatifs des actions

23. Dans une série intitulée « Frères des Hommes au ras du sol » (1-2, 3 et 4 sept. 1974) : « Haute-Volta, altitude zéro ».

24. Il s'agit de l'Association Europe-Afrique de la CEE (cf. le n° 23 de janv.-fév. 1974 : « Maîtrise de l'eau et sécheresse dans le Sahel »).

25. *Ibid.*, p. 25, « Rôle de l'eau dans la production et l'équilibre agrosylvo-pastoral ».

passées. Pour en proposer d'autres — du même genre — qui ne conduiraient pas aux mêmes catastrophes. Car, si d'une part les sociétés sahéliennes s'adaptent passivement à des conditions écologiques très dures et si de l'autre « les cultures industrielles doivent rester le moteur de [...] l'intensification », on ne voit pas ce qui a changé dans la conception des développeurs. Mais la question la plus basement cynique est, bien sûr : « Quel prix peut-on payer pour le développement du Sahel<sup>26</sup> ? »

Pour M. Drouhin, expert du PNUD, « la sécheresse actuelle est un très gros phénomène météorologique ». Pour s'en sortir « les pays [...] ne peuvent absolument rien faire eux-mêmes ». Il leur faut un équipement agricole et hydraulique à très grande échelle, des programmes à long terme<sup>27</sup>.

Les publications de la FAO sont nombreuses et redondantes. Les causes sont plus subtilement déterminées et les éco-systèmes fleurissent. L'objectivité scientifique remplace le cynisme mercantile des experts du FED, et on n'y trouve pas de critique des actions passées. En ce sens, aux yeux de la FAO, les sociétés locales sont encore plus responsables de la situation catastrophique dans laquelle elles se trouvent. Ainsi, « dans le passé les communautés pastorales et agricoles ont vécu dans une certaine mesure en état de symbiose, caractérisé par un échange réciproque de biens et de services et par des rapports qui étaient régis par un code de comportement respecté par les parties intéressées. A la suite de l'accroissement de la population humaine et animale, la zone sahélienne est beaucoup moins en mesure de faire face aux aléas climatiques, et les rapports entre les communautés agricoles et pastorales se sont dégradés par suite de la concurrence pour l'utilisation des ressources naturelles limitées<sup>28</sup> ». Quant aux causes profondes, la FAO se demande :

« — si l'état de détresse dans lequel se trouvent ces six pays est purement accidentel ;

— si c'est un phénomène cyclique qui a des chances de se reproduire prochainement ;

— si nous nous trouvons devant un réchauffement de la planète

26. Article du docteur vétérinaire A.-H. Robinet, p. 32.

27. Cf. le texte de son interview dans *Industries et Travaux d'outre-mer*, n° 236, juil. 1973, p. 576-582.

28. Cf. *Suggestions pour des programmes à court, moyen et long terme de relèvement et de développement de la zone sahélienne en Afrique de l'Ouest*, doc. WS/E, 1970, p. 4.

qui a comme conséquences l'assèchement et la diminution des pluies dans de vastes étendues du globe ;

— si nous nous trouvons devant une avance du désert. Si ces pays sont en voie de désertification naturelle, irréversible, quelles en sont les causes, quelle est la responsabilité de l'homme dans ce processus<sup>29</sup> ? »

Terminons ce rapide tour d'horizon par des positions officielles françaises. Dans une brochure sur « L'Aide de la France aux Etats du Sahel victimes de la sécheresse 1973<sup>30</sup> », parmi les causes économiques qui aggravent la situation on trouve cité « l'abandon partiel par les paysans des cultures vivrières au profit de cultures d'exportation (arachide) plus rémunératrices<sup>31</sup> ». Mais on n'explique nullement si une telle action provient d'un engouement subjectif et spontané des paysans ou si le développement capitaliste colonial ou néo-colonial y est pour quelque chose. Et bien sûr les solutions techniques ne visent qu'à assurer le changement dans la continuité. Une autre étude du même service avoue ce que les responsables internationaux ou européens pensent tout bas<sup>32</sup> : « La situation actuelle recèle donc les germes bénéfiques de mutations profondes dont certaines seront bénéfiques, tel le déstockage involontaire ou raisonné. » Les causes ? Il suffit de dire péremptoirement : « l'avance du désert [...] quelles qu'en soient les causes profondes ou accessoires<sup>33</sup> ». Par contre, « il n'est sans doute pas trop tard pour donner à l'élevage sahélien un nouveau visage grâce à une politique et à des moyens qui lui permettent de quitter le stade d'une activité de subsistance et de participer effectivement au développement général<sup>34</sup> ».

29. Cf. *Rapport de la mission de MM. Scheyven, Mensah et Reynjens* (7-20 avril 1973), doc. WS/D 8795, p. 6.

Cf. aussi *Propositions préliminaires pour une approche intégrée du développement à long terme de la zone sahélienne en Afrique de l'Ouest*, doc. WS/D7404 du 1<sup>er</sup> mars 1973.

— *Rapport de mission présenté à Mr A. Boerma par M. R. Scheyven* (25 juin 1973), doc. WS/09947 ; voir aussi l'ensemble des documents du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel.

30. Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères, 1973.

31. *Ibid.*, p. 6.

32. *L'aide française aux pays sahéliens victimes de la sécheresse. La reconstitution du cheptel et la modernisation de la production animale — Esquisse d'une stratégie nationale et régionale*, SEAE, février 1974.

33. *Ibid.*, p. 36.

34. *Ibid.*, p. 48. Les mêmes experts dans un autre texte considèrent la sécheresse comme un « accident de parcours » et pensent qu'on peut prévoir ensuite « un phénomène de rattrapage, peut-être l'apparition d'une nouvelle structure de croissance » (cf. *Economie, Emploi et Formation* —

Plus encore que les journalistes, les experts et les pouvoirs occidentaux « oublient » les populations pour parler « solutions » : c'est-à-dire un accroissement de l'aide, une technique mieux adaptée, un développement économique plus profond. A la limite, les causes n'ont aucune importance : nature « naturelle » et nature « humaine » se partagent ainsi les responsabilités.

### 3. UN EXEMPLE DE RÉACTION AFRICAINE : LE SÉNÉGAL

Dans sa préface (« Pour répondre au défi de l'an 2000 ») à un numéro spécial du quotidien sénégalais *Le Soleil* consacré à la présentation du IV<sup>e</sup> plan, le président L. S. Senghor conclut ainsi<sup>35</sup> :

« En définitive, le cycle de sécheresse n'aura pas été un si grand mal. En tant qu'épreuve que nous surmontons grâce aux nouvelles inventions techniques et scientifiques, mais aussi à notre volonté nationale, la sécheresse aura été une épreuve salutaire. Elle aura permis à nos ingénieurs et chercheurs d'inventer de nouvelles techniques, de donner naissance à de nouvelles espèces végétales. Elle aura permis à la nation de rassembler ses énergies, de les mieux orienter et utiliser. Elle nous aura permis de nous réveiller, surtout d'agir plus efficacement — pour répondre au défi de l'an 2000. »

Cette vision optimiste des choses est facilement confirmée par la lecture du journal lui-même. Sous le titre « Zones sinistrées, ce que j'ai vu », le journaliste Papa A. Diop fait le point (du 16 au 21 juillet 1973) : « Il serait certes exagéré de parler de famine [d'autant plus] que malgré la dureté des effets de la sécheresse, le capital de courage des paysans — des ruraux en général dois-je dire pour être juste — n'est nullement entamé et leur espoir encore moins. » Pourtant, on apprend au fil des articles que les paysans n'ont pratiquement plus rien à manger, que le bétail meurt, que les secours en argent sont arrondis à la centaine de francs inférieure (instructions officielles), que l'on retient les impôts sur ces mêmes sommes. « [Dans le département de Linguère], ceci n'a pas été du

*évolution et perspectives, n° 1, Evolution du PIB, 1950-1970 — Perspectives, 1970-1990*, ministère de la Coopération, sept. 1974, p. 5). Se reporter également aux remarques du *Rapport de synthèse sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans le Sabel*, août 1974 (notamment p. 8, 9, 15) du CILSS.

35. *Le Sénégal et l'expansion économique*, juin 1973 (100 p.), p. 5.

goût des populations et nous avons assisté à une sorte de jacquerie. » Ces articles, abondamment parsemés des déclarations des responsables locaux, dénoncent donc publiquement certains abus. Mais rien n'est trop tragique quand tout doit bien marcher !

Une seconde série d'articles, deux mois plus tard, parle du « Sénégal après la grande sécheresse <sup>36</sup> ». Ce qui est un euphémisme puisque l'hivernage 1973 a été aussi tragique que celui de 1972. De fait, ce panorama est davantage celui des grands projets en cours que de l'état des cultures, puisque les récoltes de mil et d'arachide se font habituellement en octobre. Titre d'autant plus tragique qu'il ne pleuvra plus à partir de la seconde quinzaine de septembre.

Ces articles <sup>37</sup> insistent fortement sur l'aide : les secours en nature et en espèces d'un côté ; les moyens techniques de l'autre. Une étude (anonyme) très précise a analysé les informations concernant la sécheresse et la campagne de solidarité de juin 1972 à février 1973 <sup>38</sup>. Cette dernière campagne s'est plus présentée comme une campagne publicitaire vantant les mérites de ceux qui donnent (par exemple les grandes entreprises étrangères) qu'attachée à expliquer vraiment ce qui se passe. Les photos de la « Nuit de la solidarité » (avec élection d'une Miss Solidarité !), celles des généreux auteurs de contributions jalonnent cette campagne.

A cet activisme illusionniste correspondra un point de vue officiel qui ira loin dans son ambiguïté <sup>39</sup>. Ainsi en est-il du discours de Senghor au conseil national de l'UPS du 21 juillet 1973 intitulé « La Néo-Traite des nègres ou la deuxième guerre de l'indépendance <sup>40</sup> ». Le chef de l'Etat sénégalais y accuse les signataires du texte « De quoi meurent les Africains <sup>41</sup> » de racisme et d'attitude paternaliste et néo-coloniale. L'accusation se généralise d'ailleurs par la suite à l'ensemble des Albo-Européens (!) qui manifestent par essence « un esprit d'agression et de violence ». Car « l'économie de traite que prolonge le néo-colonialisme ne profite pas seulement aux

36. Du 11 au 15 septembre 1973, par Alcino da Costa.

37. Cf. par exemple le bilan public du 17 juillet 1973 sur la répartition des secours en espèces et en vivres aux sinistrés.

38. *Information et Politique : sécheresse et solidarité dans « Le Soleil », juin 1972-février 1973*, 19 p., multigr. Paru en annexe dans *Voyage forcé — Itinéraire d'un militant*, de Sally N'DONGO, Maspero, 1975, p. 168-190.

39. On insiste plus sur la diminution des recettes de l'Etat et des entreprises que sur la baisse des revenus de la population.

40. *Le Soleil* du 23 juillet 1973.

41. Paru le 9 juin 1973 dans *Le Nouvel Observateur*. Cf. également *Qui se nourrit de la famine ?*, p. 257-259.

capitalistes européens [...] mais à tous les Européens, capitalistes et prolétaires ensemble qui entretiennent, entre eux, une complicité implicite ». Pourtant, ailleurs dans ce discours Senghor explique « que l'aide est insuffisante »...

## II. La sécheresse existe-t-elle ?

La presse et les experts sont unanimes : la sécheresse existe bel et bien. *Au point que rien d'autre n'existe !* Si l'homme intervient, c'est en tant qu'essence abstraite. Dans le meilleur des cas le responsable c'est le paysan lui-même puisque, comme le dit si ingénument P. Biarnès, « les paysans disposent sans le savoir de remèdes contre la sécheresse <sup>42</sup> ». Si l'on se tourne vers la littérature « professionnelle » des chercheurs africanistes, la surprise se transforme en déception. Aux clichés répond le silence, ou plutôt des bribes d'information, de référence, d'analyse. Cette lacune (qui n'a rien d'un oubli) corrobore malheureusement la thèse de ceux qui parlent de catastrophe naturelle, c'est-à-dire d'un événement exceptionnel qui ne ressortit pratiquement pas aux rapports économiques et sociaux.

Il était impossible — avec les moyens qui étaient les nôtres — de reprendre toute la littérature pour voir ce qui s'y trouvait. Une première constatation néanmoins : on n'y rencontre aucune analyse globale, mais seulement des allusions, des cas particuliers. Pourtant, les bibliographies compilées par la FAO sont copieuses <sup>43</sup>, et aujourd'hui la sécheresse est un « produit » qui se vend bien. Mais la sécheresse ne peut constituer un objet de recherche : elle renvoie de fait à *autre chose*. De quel type de documents disposons-nous ? D'au moins quatre sortes : a) les traditions orales ; b) les mémoires des voyageurs ; c) les sources administratives coloniales ; d) les travaux en sciences sociales sur la région saharo-soudanienne <sup>44</sup>.

42. *Le Monde*, 26 juin 1973.

43. Cf. H. N. LE HOUÉROU, *Contribution à une bibliographie des phénomènes de désertification, de l'écologie végétale, des pâturages et du nomadisme dans les régions arides de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Ouest*, FAO, Rome, 30 oct. 1973, 889 références. *The Sahelian Zone. A selected bibliography for the study of its problems*, FAO, Rome, déc. 1973, 75 p.

44. Les informations dans B. Barry, Cissoko, Mollien ; des rapports comme celui de M. SOL, « Situation alimentaire de la colonie du Niger en 1931-1932 », *Les Paysans noirs* de R. DELAVIGNETTE... Nous reviendrons sur ce point dans la partie consacrée aux directions de travaux possibles.

Tous ces documents ou travaux analytiques doivent être repris de façon « symptomale ». Car il y a plus d'informations ou de remarques à glaner au bas d'une page ou à comprendre entre les lignes que de passages explicitement consacrés à décrire ou évoquer une sécheresse ou une famine. Par ailleurs, il faut envisager les décisions politiques ou économiques, les rapports sociaux, comme étant partie prenante de « l'objet ». C'est donc plus en termes de problématique qu'il faut mener ces lectures.

Depuis quelque temps, nous disposons d'une nouvelle source documentaire et réflexive consacrée plus directement à la sécheresse et à la famine. Cette littérature, essentiellement d'ordre technique ou économique, examine la situation dans la perspective d'un meilleur développement économique. Prenons comme exemple la revue *Techniques et Développement*<sup>45</sup>. Étant donné les fonctions de la SATEC, il n'est pas étonnant que l'éditorial s'intitule : « La sécheresse en Afrique de l'Ouest : des solutions ? » ; J. Mesnil constate que « [...] malgré les efforts de développement entrepris depuis des années, force est de constater l'appauvrissement de la fertilité de nombreux sols en l'absence de pratiques génératrices réelles [...], l'incapacité des systèmes de production actuels à assurer une production suffisante, face à des besoins vivriers et monétaires accrus, la lenteur de diffusion du progrès technique et de l'amélioration des infrastructures ». Et la série d'articles publiés à la suite porte sur les conditions pluviométriques ; les aménagements d'irrigation (pompage local, barrages régulateurs) ; la transformation de l'agriculture sèche ; la recherche variétale sur les plantes vivrières ; le reboisement ; la reconstitution du cheptel et l'aménagement de l'espace pastoral ; l'utilisation de l'investissement humain (creusement de puits villageois).

Plus frappant est le document sur les *Recherches françaises au service de l'Afrique tropicale sèche*<sup>46</sup> qui énumère les recherches fondamentales et appliquées de trois organismes importants : « les facteurs humains du développement » et les conditions sociales du progrès agronomique n'occupent que six pages sur près d'une centaine.

Récapitulons donc l'esprit actuel de l'analyse. Il existe une littérature hétérogène mais considérable qui peut nous informer sur

45. Cf. le dossier « Sécheresse » du n° 10 (nov.-déc. 1973) et les articles parus dans le n° 11 (janv.-fév.). C'était la revue de la SATEC.

46. SEAE, ORSTOM, BRGM, GERDAT, 1973.

les situations passées et sur les causes des transformations du « milieu social ». Cette littérature ne peut être perçue et utilisée qu'au moyen d'une problématique qui lui poserait des questions spécifiques et articulées. Mais la problématique que les travaux (et donc la littérature) actuellement centrés sur la sécheresse nous proposent nous paraît profondément incorrecte et biaisée. C'est une problématique (si tant est que le terme ait un sens dans cette optique) instrumentaliste (solutionner le problème) et développementaliste. Cette « problématique » est très empiriste : elle prend les choses comme elles sont et ne pense fondamentalement qu'en termes d'aménagements techniques, de *correctifs*. Elle ne se soucie nullement de reprendre le problème à la base et de voir si derrière les « objets » sécheresse et famine il y a autre chose. C'est dire qu'elle néglige complètement cette relecture à laquelle nous invitons, et qu'elle est même incapable de la faire. Dans le meilleur des cas, cette source documentaire constitue un ensemble anecdotique.

### III. Dramaturgies ou problématiques ?

Avant d'examiner les directions possibles de recherche, il nous semble nécessaire de revenir un peu plus précisément sur la *logique* des problématiques disponibles. La problématique dominante (qui a fait l'objet de nos commentaires jusqu'à présent) peut se subdiviser en deux sous-problématiques qui insistent chacune sur certains facteurs spécifiques. La première privilégie les déterminismes de la nature : climat, évolution végétale, désertification. La seconde met plutôt en avant le facteur démographique et l'irrationalité des pratiques sociales « traditionnelles et inadaptées ». La problématique que nous essaierons de construire prend le contre-pied quasi systématique de ces positions. Non qu'elle ne tienne pas compte des effets naturels, de l'écologie et de la démographie, comme certaines positions schématiques défendues par ailleurs peuvent le laisser croire<sup>47</sup>. Cette problématique pense à la sécheresse en tant que révélateur d'une certaine évolution historique, sociale et politique. Et cette histoire est celle d'une dépendance destructrice.

47. La sécheresse introduit des ruptures qualitatives, ce n'est pas un simple épiphénomène. Mais ce sont les structures politiques et économiques qui amplifient ses effets.

## 1. ÉCOLOGIES ET IRRATIONALITÉS SOCIALES

R. Dumont a qualifié la famine du Sahel de drame écologique<sup>48</sup>. Le raisonnement écologiste met au premier plan le déséquilibre hommes-ressources. Trois points de vue définissent ce déséquilibre : le milieu naturel, pauvre et fragile, se trouve détérioré par une action humaine inconséquente et irrationnelle ; les techniques et habitudes sociales développent les effets négatifs de ce milieu ; les interventions modernisatrices produisent malheureusement des conséquences contraires aux intentions premières.

Mais ces trois points de vue sont intrinsèquement liés, et il est impossible de les dissocier : ils constituent le champ des explications dominantes. Ces analyses partent donc de la constatation d'une rupture d'équilibre.

« L'accroissement démographique et économique conduit [...] à la fixation des populations, entraînant l'abandon des longues jachères. Il en résulte une destruction du couvert végétal et, par voie de conséquence, une diminution de l'infiltration des pluies. Des processus de ruissellement et d'érosion prennent naissance, provoquant à la longue une stérilisation plus ou moins poussée des sols. [...]

« Il apparaît donc que l'on se trouve devant les conséquences de la rupture d'un équilibre écologique ancien, respecté par les formes traditionnelles de mise en valeur tant que la pression démographique est restée modérée<sup>49</sup>. »

Ou bien encore :

« Là est le nœud du problème : c'est la rencontre de deux phénomènes naturels antagonistes, d'une part l'accroissement et la concentration d'une population dont les besoins sont en perpétuelle expansion, d'autre part le maintien inexorable, à un niveau relativement bas, des potentialités écologiques des zones rurales exploitées par l'homme et ses animaux<sup>50</sup>. »

Ce raisonnement procède par identification des causes ponctuelles qui deviennent cumulatives. Tout le problème consiste à savoir où se

48. Cf. « Les Assassins du Sahel », *Le Sauvage*, n° 17, sept. 1974, p. 7.

49. Cf. *Recherches françaises au service de l'Afrique tropicale sèche*, op. cit., p. III.

50. R. CATINOT, « Contribution du forestier à la lutte contre la désertification en zones sèches », *Techniques et Développement*, n° 11, janv.-fév. 1974, p. 8.

situe la cause ponctuelle décisive. Ce peut être le manque d'eau<sup>51</sup>. C'est le plus souvent la désertification, la surpopulation humaine, le surpâturage, les progrès techniques, voire le développement économique. La confrontation de ces variables indépendantes n'aboutit pourtant pas à une explication rigoureuse. Quel que soit l'enchaînement des faits (et des effets), nous sommes en présence d'un cercle vicieux. Les différences proviennent tout simplement du point de départ choisi sur ce cercle.

Le raisonnement écologiste pose comme évidents la dégradation du milieu naturel et le phénomène de désertification<sup>52</sup>. Cette première version donne une large place aux conditions climatiques et pédologiques. La recherche du dessèchement, de la déforestation, de l'évolution végétale conduit à relativiser l'action humaine. Cela en un premier temps. Car ensuite, si la situation s'aggrave, c'est bien parce que les hommes (lesquels ?) y contribuent de façon consciente et inconsciente. Ce fait ressort aussi bien de l'étude de M. Magarinos<sup>53</sup> que de la hiérarchie des causes évoquées par le CCFD<sup>54</sup> ou l'Amicale des anciens volontaires du progrès<sup>55</sup>. Le directeur général du CTFT, R. Catinot, conclut de même<sup>56</sup>.

Cette écologie de la désertification, en rendant l'homme responsable par irresponsabilité (si l'on peut dire), prend les causes *du côté de la nature*. « L'homme » est une espèce de péripétie. Plus inquiétants par contre sont les raisonnements qui prennent les causes *du côté de la culture*. Les causes humaines y sont plus explicitées, mais en des termes nettement *idéologiques*<sup>57</sup>. D'abord on ne parle que de *l'homme* ou des *hommes*. La notion de société, pour ne pas parler des

51. La sécheresse en tant que phénomène climatique est considérée comme une cause très secondaire.

52. Tout article ou étude commence par le cri d'alarme : le désert arrive, le désert est là.

53. *The Expansion of the Sahara and the Problem of Desertisation along its Fringe* (Rapport pour la Conférence de Stockholm), multigr.

54. Comité catholique contre la faim et pour le développement, *Le Point sur la sécheresse*, juin 1973, multigr.

55. *Sécheresse et Famine en Afrique*, nov. 1973, multigr.

56. *Op. cit.*, p. 14 : « Il s'agit d'abord de *conserver* et de protéger le milieu naturel et l'environnement dont il [le forestier] est responsable contre un comportement irréaliste de l'homme qui semble se boucher les yeux sur son avenir, en détruisant, dans certains cas irrémédiablement, des zones de terres cultivables ou pâturables. [...] La désertification n'est qu'une conséquence tragique mais accidentelle de ce comportement. »

57. Les causes naturelles telles qu'elles sont pensées sont aussi idéologiques, évidemment. Mais parler de *l'homme* comme « facteur de troubles » se passe de commentaires.

concepts de rapports (sociaux) de production et de forces productives, y est totalement absente. Il est évidemment moins gênant de stigmatiser « l'action de l'homme » (ou des hommes) que de désigner les responsables des groupes sociaux, d'appareils d'Etat ou de rapports de dépendance. Par ailleurs, cette attitude ne tombe pas dans un racisme trop voyant. Ainsi R. Dumont pense que ce drame résulte « des multiples dégradations dont les *hommes* sont responsables<sup>58</sup> » et que « la première cause de la faim dans le monde est l'explosion démographique<sup>59</sup> ». Ce qui nous donne la conclusion suivante : « Les sécheresses et les inondations existent, mais l'action des *hommes* est finalement primordiale. Tant qu'on ne mettra pas en priorité la lutte contre les inégalités sociales (entre nations, entre *individus*) et l'arrêt de l'explosion démographique, la famine triomphera. » Cette position aboutit à nier le rôle de l'histoire économique et politique et à privilégier comme cause profonde la mentalité arriérée des populations.

Les premiers coupables sont les nomades. Les arguments de M. Ganzin, expert FAO, méritent d'être cités : « Ils [les nomades] vivent dans un équilibre milieu/homme/bétail qui n'a rien d'une symbiose mais où, en réalité, l'un détruit l'autre, car cet équilibre est trop instable, surtout parce que le nomade refuse tout travail manuel. Du fait de leur nomadisme, une ouverture sur une économie de marché, qui valoriserait l'exploitation de leur bétail, qui leur permettrait d'acquérir des aliments de base à un prix raisonnable, est presque impossible. Aussi ces gens ne vivent pas en auto-subsistance mais ils s'entre-détruisent ou s'autoconsomment ; leur alimentation est à la fois un luxe et un gaspillage sur le plan économique. Consommer plus de fromage et de lait que de céréales est un luxe que personne encore ne peut se permettre dans le monde<sup>60</sup>. »

On trouverait facilement les germes de cette position dans les analyses de P. Gourou sur la « manie pastorale<sup>61</sup> ». Il faut remarquer que les sédentaires — les paysans — sont à peine mieux traités. Le

58. « Les Assassins du Sahel », *op. cit.*

59. « La Famine au programme », *Le Monde de l'éducation*, n° 3, fév. 1975, p. 12-13.

60. *Situation alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel*, FAO, août 1973, multigr., cité par Th. Brun et V. Kovess dans leur étude (cf. la bibliographie générale).

61. *Leçons de géographie tropicale*, Mouton, Paris, 1971, p. 160. L'auteur nous a expliqué auparavant que « les faiblesses de l'élevage tropical sont avant tout liées à la pauvreté des techniques » (p. 158). Ce texte sur la géographie de l'élevage dans le monde tropical date de 1960-1961.

géographe français développe quelques réflexions qu'on retrouve également aujourd'hui, le mépris occidental-centrique y compris : « La motorisation apparaît comme un moyen de choix pour faire sortir l'agriculture indigène de son cercle vicieux ; en effet les Africains sont bien souvent mal nourris et l'insuffisance alimentaire subie pendant l'enfance a pour résultat des lésions permanentes, du foie en particulier, et peut-être du pancréas et des reins ; d'où des *individus languissants et peu actifs, incapables d'un long effort* [souligné par nous, J. C.], par conséquent de produire les aliments supplémentaires qui seraient nécessaires. Les tracteurs permettraient de rompre ce cercle vicieux en autorisant à produire plus sans effort musculaire supplémentaire<sup>62</sup>. »

Les rapports très officiels de la FAO insistent sur « les méthodes traditionnelles », « la faible productivité », « la commercialisation archaïque » et les « manques... » de ceci ou de cela<sup>63</sup>. Avec une telle vision non seulement négative mais dépréciatrice, « l'écologie » prolifère sans problème.

En fait, certains des phénomènes décrits et montés en épingle existent bel et bien. La seule question qu'il faut se poser est la suivante : la sous-production vivrière, la surpopulation, le surpâturage sont-ils leur propre cause ou y a-t-il une histoire économique et sociale d'ensemble qui justifie cette évolution, donc ces phénomènes et leurs conséquences ?

Il ne faut pas croire que le développement économique est absent du « cercle vicieux » écologiste. Il est souvent évoqué, et de façon précise, mais comme une cause parmi d'autres<sup>64</sup>. Or, pour comprendre la famine d'aujourd'hui il faut rompre avec cette « problématique » anhistorique. Il faut montrer *ce qui* a poussé sinon obligé les

62. *Ibid.*, p. 190-191. Ce recueil (de résumés de cours) est d'une certaine façon un éloge de la modernisation. Cf. aussi (à propos du sud des Etats-Unis) « Civilisation et Désert », *L'Homme*, vol. VI, 3, 1966, p. 112-119. Ce fatalisme est à rapprocher de celui de V. GISCARD d'ESTAING dans sa préface à la brochure *Guérir la misère du monde* (ministère de l'Economie et des Finances) : « Nous ne guérirons pas la misère du monde. Ni nous ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort. »

63. Cf. *Propositions préliminaires...* (voir note 29).

64. Ainsi R. GRÉGOIRE, dans *Le Courrier de l'Association*, évoque les différents effets du développement économique (capitaliste), mais pour parler d'erreurs (*op. cit.*, p. 28). De même M. Magarinos et R. Dumont parlent des phénomènes de dépendance. Mais c'est toujours comme une des variables de la situation parmi d'autres.

paysans et les nomades du Sahel à transformer leurs conditions de production et de subsistance.

## 2. UNE DÉPENDANCE DESTRUCTRICE

Nous allons donc décrire à grands traits les orientations de la problématique qu'il nous semble falloir construire dans la conjoncture actuelle. Celle-ci doit être envisagée sous deux angles : d'une part comme la crise du Sahel, d'autre part comme une épreuve pour les sciences sociales (fondamentales et appliquées) de l'africanisme<sup>65</sup>. C'est pourquoi les orientations que nous allons détailler un peu plus précisément dans la partie suivante doivent permettre de comprendre à la fois pourquoi et comment les sociétés africaines du Sahel en sont arrivées à cette crise et sur quelles bases les sciences sociales doivent s'appuyer pour en sortir. Cette orientation est déjà perceptible à l'état embryonnaire dans toute une série de travaux<sup>66</sup>. Ce qu'il faut, c'est essayer de synthétiser ou de réunir ces approches et ces analyses en un tout cohérent, en un tout problématique<sup>67</sup>. Cette orientation devrait partir des trois registres de réflexion suivants :

- une histoire sociale et « naturelle » ;
- une domination économique et politique ;
- des effets sociaux nouveaux et irréversibles.

L'Afrique est dominée (par l'économie capitaliste européenne, puis mondiale) depuis fort longtemps. Les formes historiques de cette domination ont été variées dans l'espace et le temps. Mais cette réalité n'est de fait la plupart du temps qu'une abstraction. Vision anhistorique, monographie ethnico-villageoise, études technico-appliquées, idéologies européennes et bureaucratiques dominantes se sont conjuguées pour présenter une vision très floue de l'évolution globale des sociétés africaines. Cette pratique de la recherche est si évidente qu'elle est rarement mise en cause<sup>68</sup>. Même aujourd'hui où l'histoire de ces sociétés (et non pas de la seule pénétration européenne

65. En ce qui concerne les autres disciplines assez directement concernées, je renverrai pour la climatologie aux travaux de M. Roche et pour la nutrition aux remarques de Thierry Brun dans ce même volume.

66. Voir notamment les études publiées dans le deuxième volume.

67. Quel est l'ordre (théorique) et la nature des questions à poser ?

68. Cf. nos remarques sur ce sujet dans *Critiques et Politiques de l'anthropologie*, « Dossiers africains », Maspero, Paris, 1974.

et coloniale en Afrique noire) commence à avoir pignon sur rue<sup>69</sup> et où l'idée d'une certaine domination du tiers monde par les pays développés fait partie des aphorismes du « sens commun », il y a parfois quelque scandale à insister concrètement sur ces réalités, sur l'aveuglante vérité de leurs déterminismes. Pourtant le temps n'est plus celui du « Oui, mais... » en matière d'explication scientifique : les indépendances n'ont pas été ces lendemains qui chantent que certains se sont plu à rêver vers les années soixante.

La prégnance et la présence du développement capitaliste ne sont pas un slogan idéologique, mais une réalité sociale, politique et économique vécue par certaines populations africaines depuis plus de quatre cents ans<sup>70</sup>. L'anthropologie, la sociologie, la géographie, pour ne pas parler des sciences politiques et économiques, ne sont que très marginalement investies par une problématique historique (l'histoire elle-même n'y échappe pas non plus d'une certaine façon). Cela tient évidemment, entre autres choses, aux théories dominantes de ces disciplines (en général et en africanisme en particulier) où les fonctionnalismes et les structuralismes règnent en maître<sup>71</sup>. Parler d'histoire, c'est briser également l'idéologie et la pratique du « présent ethnographique<sup>72</sup> » et replacer les rapports dits traditionnels dans la logique d'ensemble de leurs contradictions et de leur évolution.

C'est ouvrir enfin une véritable histoire de la politique économique de la colonisation. Cette histoire ne sera plus cantonnée aux chapitres des monographies ethniques. Par ailleurs, c'est une histoire qui débouche directement sur le présent et l'avenir à travers l'examen des nouvelles politiques économiques que la crise actuelle semble susciter.

Une histoire sociale, une domination économique et politique, voilà donc les deux cadres qui nous permettent d'examiner la situation actuelle dans ce qu'elle a de spécifique et d'irréversible. Ce dernier volet nous paraît indispensable pour des raisons à la fois théoriques et méthodologiques. Analyser la situation actuelle en tant que telle, cela permet d'éviter l'approche en termes de roman-feuil-

69. Cf. l'ouvrage de C. COQUERY-VIDROVITCH et H. MONIOT, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, « Nouvelle Clio », PUF, Paris, 1974 et leurs remarques sur ce point dans l'avant-propos (p. 5-13).

70. Comme le rappellent les indépendances très récentes des anciennes colonies portugaises.

71. Cf. les remarques de M. GODELIER dans *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, « Bibliothèque d'anthropologie », Maspero, Paris, 1973.

72. Qui est fréquemment aussi un présent sociologique ou géographique.

leton ou de roman « noir » (le *thriller*), où les années 1968-1975 constituent un dernier épisode particulièrement tragique ou un rebondissement imprévu.

C'est contraindre les chercheurs à sortir de leur « trou », à analyser *immédiatement et globalement* une réalité sociale, trop souvent perçue de façon parcellaire et partielle. C'est enfin les conduire à se demander si cette crise ne révèle pas les germes profonds d'une histoire et d'une domination. Par ailleurs, face aux recherches techniques en tout genre qui se multiplient partout, il serait bon qu'un examen scientifique des rapports sociaux tels qu'ils sont devenus ou manipulés relativise l'aspect technico-bureaucratique des solutions en jeu (si *solutions* il y a). Des travaux de grande qualité, bien que souvent disparates ou partiels, permettent déjà de poser les bases matérielles d'une telle stratégie de la recherche<sup>73</sup>.

#### IV. Directions de recherches

Les divers thèmes que nous présentons maintenant renvoient chacun à des séries de problématiques particulières et à des secteurs de recherche partiellement autonomes. Il est possible de relier ces travaux, sans lien entre eux et parfois sans lien nécessaire, grâce aux trois préoccupations que nous avons mises en avant. Il ne s'agit pas de s'approprier des travaux sous une problématique que certains de ces chercheurs récuseraient ni de transformer la logique propre de ces recherches. Je les cite ici pour leur intérêt et comme illustration d'orientations scientifiques souvent ignorées.

##### 1. UNE HISTOIRE NATURELLE ET SOCIALE

Il va de soi que la sécheresse et la famine ont une histoire ; une histoire à expliquer, qui n'est pas explicative *en soi*. Cette histoire, c'est aussi la description des liens entre déterminismes naturels (climat, reproduction humaine) et sociaux (conditions de production).

73. Cette partie est évidemment fondée sur les travaux venus à ma connaissance et sur une sélection de ceux qui, outre leur qualité de sérieux, permettent de réfléchir théoriquement leurs matériaux ou leurs « objets ».

*Le climat.* Je laisse de côté les travaux proprement climatologiques ou météorologiques qui s'essaient à l'histoire de l'évolution millénaire des climats<sup>74</sup>. L'histoire « humaine » des climats est différente : elle est le fait d'historiens et a produit des démonstrations passionnantes et décisives<sup>75</sup>. Mais une histoire de ce genre semble tout à fait tributaire des sources qu'elle emploie : elle n'a pas de théorie exportable. Bien que balbutiante, une telle histoire du climat est aussi possible en Afrique noire et tout particulièrement au Sahel. L'histoire des sécheresses (pour ce qui nous concerne) utilise des sources très diverses : l'archéologie, les traditions orales, les documents arabes, les récits de voyageurs et d'explorateurs, les rapports et les documents de l'administration coloniale, enfin, pour les périodes plus récentes, les relevés météorologiques. Les études de S. Robert, Ch. Toupet, S. Daveau, A. T. Grove constituent d'excellents exemples de l'utilisation d'une ou plusieurs de ces sources<sup>76</sup>. Cette histoire climatique permet de situer la part relative de la sécheresse dans le déclenchement des famines.

*Les famines.* En effet, celles-ci sont loin d'avoir même comme détonateur (si l'on peut dire) une catastrophe climatique. Que ce soit pour l'époque précoloniale ou coloniale, des causes sociales, politiques et économiques ont pu soit amplifier ces premiers effets, soit agir

74. Voir par exemple les contributions de Ph. CHAMARD (« Les Paléoclimats du Sud-Ouest saharien au quaternaire récent ») et de P. ELOUARD (« Oscillations climatiques de l'holocène à nos jours en Mauritanie atlantique et dans la vallée du Sénégal ») au Colloque de Nouakchott en décembre 1973 (à paraître dans le *Bulletin de l'IFAN*). Cf. également A. T. GROVE, « Desertification in the African Environment », *African Affairs*, vol. 73, n° 291, 1974, p. 137-151. Voir aussi toute la littérature sur le dessèchement du Sahara et l'exposition « Le Sahara avant le désert » (Museum d'histoire naturelle, 1974).

75. Cf. les travaux d'E. Leroy Ladurie et ceux qu'il évoque dans la quatrième partie de *Le Territoire de l'historien*, « Bibliothèque des histoires », Gallimard, Paris, 1973.

76. S. ROBERT, « Archéologie des sites urbains des Hodh et problèmes de la désertification saharienne au Moyen Age », et Ch. TOUPET, « L'Évolution du climat de la Mauritanie du Moyen Age à nos jours » (Colloque de Nouakchott).

S. DAVEAU, « La Découverte du climat d'Afrique tropicale au cours des navigations portugaises (XV<sup>e</sup> et début XVI<sup>e</sup> siècles) », *Bulletin de l'IFAN*, sér. B XXXI, 1969, p. 953-988.

A. T. GROVE, « A Note on the Remarkably Low Rainfall of the Sudan Zone in 1913 », *Savanna (Zaria)*, II, 2, 1973, p. 133-138.

Cf. également les pages 197-213 sur le climat dans R. MAUNY, *Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen Age d'après les sources écrites, la tradition et l'archéologie*, IFAN, Dakar, 1956.

directement. L'essentiel du matériel de recherche est constitué par les sources évoquées précédemment. Toutefois, les indications sont plus nombreuses — et en tout état de cause plus faciles à traiter. S. M. Cissoko a montré l'usage que l'on pouvait faire des récits arabes<sup>77</sup>. B. Barry, dans son histoire du royaume du Waalo du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, fait de nombreuses références à des récits de voyageurs ou d'administrateurs français qui décrivent les multiples famines de la région<sup>78</sup>. Pour l'époque proprement coloniale, les documents officiels, des récits de témoins permettent de retracer parfois des tableaux saisissants. Ainsi J. Suret-Canale évoque rapidement les famines des années 1912-1918<sup>79</sup>. C'est la famine des années 1930-1931 au Niger qui semble avoir reçu le premier traitement systématique. Les articles de F. Fuglestad et A. Salifou sont d'une précision étonnante et démontrent à l'évidence les *responsabilités coloniales* dans le déroulement des événements : aussi bien dans le déclenchement des causes que dans l'aggravation des effets<sup>80</sup>.

77. « Famines et Epidémies à Tombouctou et dans la boucle du Niger du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Bulletin de l'IFAN*, série B, XXX, 3, 1968, p. 806-821.

78. *Le Royaume du Waalo. Le Sénégal avant la conquête*, Maspero, Paris, 1972. Voir notamment les pages 79, 109, 124, 143, 155, 195, 205, 216, 256, 277. Voir également l'épisode rapporté p. 171 dans le volume du Comité Information Sahel, *op. cit.*

79. Cf. *Afrique noire — L'Ère coloniale, 1900-1945*, Editions sociales, Paris, 1964, p. 170-175. Voir les exemples cités pages 252-253 dans le volume du Comité Information Sahel, *op. cit.* Voir aussi J. Y. MARCHAL, *Récoltes et Disettes en zone nord-soudanienne, Chronique des saisons agricoles au Yatenga (Haute-Volta), 1907-1973*, ORSTOM, mai 1974, multigr.

80. F. FUGLESTAD, « La Grande Famine de 1931 dans l'Ouest nigérien : réflexions autour d'une catastrophe naturelle », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, LXI, 222, 1974.

A. SALIFOU, *Crise alimentaire au Niger : les leçons du passé*, IDEP, Dakar, 1974, 23 p., multigr. Les lettres officielles du gouverneur du Niger de l'époque citées par Salifou sont proprement étonnantes. De même cet extrait de compte rendu de réunion (1<sup>er</sup> juillet 1931) :

« M. le Secrétaire général p.i. pense qu'en présence d'une telle calamité des dépenses peuvent être engagées, qu'aucun règlement financier ne peut être un obstacle à un ravitaillement immédiat permettant de sauver des vies humaines. Il estime donc que des dépenses peuvent être engagées jusqu'à une certaine somme.

M. d'Alexis n'est pas d'avis de procéder à des distributions gratuites, mais de faire des avances de vivres à titre remboursable. M. Macari et M. Valtaud sont du même avis.

M. le Lieutenant-Gouverneur insiste à nouveau sur les difficultés. Il fait part à la commission de l'émotion qu'il éprouve en tant qu'homme et des sentiments douloureux qui l'agitent devant ces souffrances, mais

C'est ce que montre également P. Bonte dans son étude sur la Mauritanie<sup>81</sup>.

Ces travaux, sauf exception, ne sont pas explicitement consacrés aux sécheresses et aux famines. Néanmoins, ils laissent entrevoir la richesse des matériaux disponibles et la réalité sociale et politique des famines. Celles-ci ne proviennent pas d'incapacités productives (ou mentales). Elles sont le résultat direct ou indirect d'interventions extérieures (« humaines ») d'ordre militaire ou politico-économique. Même s'il y a objectivement sécheresse, celle-ci est rarement décisive en soi.

Le fameux « équilibre traditionnel » avait tout de même une certaine efficacité. Ce n'était certes pas l'âge d'or, et les régions sahéliennes et soudaniennes ont connu des pénuries alimentaires plus ou moins graves, plus ou moins longues. La disette récurrente existait indépendamment des facteurs externes. Mais les ethnographies du présent mi-précoloniales mi-coloniales insistent rarement sur la logique des structures socio-économiques précapitalistes. Les populations survivaient, mais ne connaissaient pas la désintégration sociale que les nouvelles conditions de production pour le marché ont imposée progressivement ou violemment.

Certaines populations ont vécu toujours avec la sécheresse et/ou la famine : des traditions orales sont là pour prouver le vécu de cette histoire<sup>82</sup>. De bons travaux ethnologiques existent toutefois qui expliquent, parfois de façon empirique, les conditions d'adaptation des populations à certaines des contraintes de l'environnement. Je pense tout particulièrement à ceux qui ont eu comme objet les nomades et les pasteurs<sup>83</sup>. Les travaux sur les agriculteurs sédentaires sont certes plus nombreux, mais, comme cette situation d'insécurité

déclare que comme chef de la colonie il entend rester dans la plus stricte légalité en prenant toutes ses responsabilités.

Et il accepte, étant donné qu'il existe au budget : 1° au chapitre XIII, art. 6, § 2, au titre secours aux indigents, un crédit de 20 000 francs; 2° au chapitre XIV, art. 2, § 4, secours exceptionnels en cas de calamité publique, un crédit de 25 000 francs, de consentir dans cette limite à se justifier d'une dépense, tout en faisant ressortir que, si nous nous laissons aller à nourrir aujourd'hui une partie de la population, nous aurons, étant donné sa mentalité, à subvenir l'an prochain aux besoins de toute la colonie. »

81. Cf. *Pasteurs et Nomades — l'exemple de la Mauritanie*, dans le volume II.

82. Voir par exemple B. W. ANDRZEJEWSKI, « Drought as Reflected in Somali Literature », *Savanna (Zaria)*, II, 2, 1973, p. 139-142.

83. Voir les travaux de J. Gallais, E. Bernus, J. Swift cités dans la bibliographie générale.

objective ne s'impose pas avec la même force, ils sont plus discrets sur les difficultés anciennes. Que l'on qualifie ces travaux d'anthropologie économique ou d'histoire ethnologique importe peu. Ce qu'il faut démontrer, c'est la logique équilibrée, la rationalité de ces rapports de production. Tâche d'autant plus importante que les théories et idéologies dominantes qualifient les changements en cours de rationnels.

## 2. UNE DOMINATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

L'histoire du contexte naturel et social où se produisent ces « catastrophes » étant connue, il convient d'analyser les mécanismes de rupture, de transformation introduits par la pénétration européenne. Depuis le commerce des esclaves, les différentes étapes de la traite jusqu'aux investissements multinationaux se font jour petit à petit les mécanismes du développement capitaliste sur l'Afrique et en Afrique.

### *La politique économique du pouvoir colonial*

L'histoire économique de la période coloniale est encore très mal connue et surtout pour les pays anciennement sous domination française<sup>84</sup>. Mais, si cette histoire économique est mal connue, l'histoire de la politique économique coloniale en tant que telle est quasiment ignorée. Or c'est avant tout au niveau des décisions (ou absences de décisions) de l'administration coloniale que certaines transformations ont pu se produire. La relecture d'un ouvrage comme *Les Paysans noirs* de R. Delavignette éclaire de façon étonnante les états d'âme contradictoires de l'administrateur et les moyens utilisés pour lancer des cultures commerciales<sup>85</sup>. Les sources d'une telle histoire existent, et les travaux que nous avons cités sur la famine de 1930 au Niger montrent qu'il est possible de reconstruire dans un certain détail la politique économique quotidienne défendue

84. Je pense surtout aux travaux de J. SURET-CANALE (*op. cit.*, et *De la colonisation aux indépendances : 1945-1960*, Editions sociales, Paris, 1972) et de C. COQUERY-VIDROVITCH (sur le Congo notamment et « De l'impérialisme ancien à l'impérialisme moderne : l'avatar colonial », in A. ABDEL-MALEK (ed.), *Sociologie de l'impérialisme*, Anthropos, Paris, 1971). On trouvera une synthèse générale dans C. COQUERY-VIDROVITCH et H. MONIOT, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, *op. cit.*

85. Stock, 1931. On en trouvera un résumé analytique dans le volume du Comité Information Sahel (« Manières de blancs », p. 41-47).

et impulsée par l'administration sur le « terrain ». Cette analyse de la politique économique réelle confirmerait certainement de façon empirique les analyses théoriques globales consacrées aux mécanismes de la domination coloniale et capitaliste.

### *Le bilan des transformations*

La crise actuelle est un révélateur des effets profonds de cette politique, et de sa continuation à l'époque des indépendances. Les bilans du développement, il en existe des milliers. Que l'on prenne les travaux des chercheurs ou des experts, on trouve toujours un chapitre ou un paragraphe, sinon une thèse ou un rapport complet, sur ce problème. Mais il y a bilan et bilan. On peut faire une description des « changements », faire des additions, comparer des revenus ou des taux de scolarisation et ne rien comprendre *de fait* à ce qui se passe. C'est pourquoi la bonne littérature sur ce point est finalement très maigre. Même les travaux qui replacent les changements dans la logique capitaliste ne font pas toujours cet effort d'imagination sociologique qui consiste à aller jusqu'au bout de certaines prémisses. Des généralités exactes deviennent des banalités ou, pire encore, passent pour des affirmations gratuites ou *a priori*. On juxtapose une description empirique plus ou moins fonctionnaliste et un point de vue théorique et critique sans qu'il y ait de lien interne qui en fasse une même et seule démonstration.

C'est dire l'urgence et l'importance qu'il y a à développer des analyses dont le bilan ne soit pas un simple constat. Prenons quelques exemples. L'étude de Claude Raynaud m'en semble le prototype, de même que le bref panorama d'A. Lericollais<sup>86</sup>. Mais plus significatives sont des études récentes consacrées aux conditions et conséquences sociales du développement arachidier au Sénégal. Ce thème « bateau » est moins bien connu qu'il semble. Les travaux novateurs de J. Roch et G. Rocheteau<sup>87</sup> et la remarquable analyse théorique de ce phénomène publiée dans le volume du Comité Information

86. Cf. *Le Cas de la région de Maradi (Niger)*, dans le volume II, et A. LERICOLLAIS, « La Sécheresse et les populations de la vallée du Sénégal » (Colloque de Nouakchott).

87. Cf. J. ROCH, *Les Migrations économiques de saison sèche en bassin arachidier sénégalais*, ORSTOM, Dakar, 1974, 52 p., multigr.

G. ROCHETEAU, *Société wolof et Mobilité*, ORSTOM, Dakar, 1974, et *Mouridisme et Economie de traite*, Dakar, fév. 1975, 26 p.

Sahel<sup>88</sup> renouvellent très largement la problématique d'ensemble. A la lumière de ces recherches fondées sur une littérature ancienne et considérable, on comprend immédiatement la nécessité mais aussi la difficulté d'établir un bilan significatif et de portée théorique.

### Les nouvelles politiques économiques

De nouvelles formes de développement capitaliste sont en train de se mettre en place en Afrique noire. Les raisons de ces changements actuels sont diverses et tiennent à la fois à l'évolution du capitalisme développé lui-même et aux répercussions de la crise mondiale (financière, énergétique et alimentaire<sup>89</sup>). La crise propre du Sahel vient à point — d'une certaine façon — pour faciliter ou accélérer localement l'adoption et l'adaptation de ces nouvelles politiques économiques.

Il est possible d'analyser les projets en cours, d'essayer de comprendre le fonctionnement des appareils d'Etat et de comprendre quelles sont les solutions que la conjoncture semble imposer<sup>90</sup>. Ces nouvelles politiques vont peut-être se concrétiser assez rapidement. Qu'elles « réussissent » ou non est un autre problème. Ce qui nous intéresse, c'est la possibilité de pouvoir étudier directement et concrètement (sur le terrain) les nouvelles transformations économiques et sociales qu'elles vont entraîner ou sanctionner. Deux séries de problèmes sont à l'ordre du jour :

- le développement urbain incontrôlé, les migrations et les nouvelles implantations industrielles ;

- l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage, le commerce interne des produits vivriers et les supports technologiques d'une nouvelle agriculture d'exportation (barrages, cultures maraîchères et vivrières, ranching).

En fait il s'agit de traiter la consolidation du passage du colonia-

88. Chap. III : « Les Effets sociaux de l'agriculture commerciale. Le cas de l'arachide au Sénégal », *op. cit.*, p. 71-96.

89. L'analyse théorique et empirique de ce phénomène dépasse très largement le cadre des préoccupations que nous tâchons de mettre en avant. Cf. les analyses de S. AMIN dans *Le Développement inégal*, Editions de Minuit, Paris, 1973, et « Une crise structurelle », *Minuit*, n° 9, mai 1974.

90. Cf. « Les Organismes d' " aide " au développement et les investisseurs privés face à la sécheresse », *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*, *op. cit.*, p. 157-170, et la troisième partie de l'article de R. Meunier dans ce même volume.

lisme au néo-colonialisme<sup>91</sup>. Des recherches sont déjà en cours sur les conséquences sociales de certaines de ces nouvelles réalisations<sup>92</sup>, mais il faut les multiplier.

### 3. LA SITUATION ACTUELLE

Cependant, il ne faudrait pas que les préoccupations explicatives, théoriques et historiques nous empêchent de voir *effectivement ce qui se passe*. L'histoire immédiate existe et devient de plus en plus nécessaire<sup>93</sup>. Sur ce point également la crise du Sahel a servi de révélateur, et je ne reviendrai pas sur les prudences, les lacunes ou les mensonges du journalisme mondial et surtout français. C'est pourquoi les chercheurs des diverses sciences sociales se doivent de parler, de raconter. En effet, l'ethnologue a souvent pris la parole pour parler de ceux qui se taisent (ou qu'on a fait taire), de ceux qui ne parlent pas parce que leur discours ne serait pas conforme à l'image qu'on se fait d'eux et *qu'ils doivent se faire d'eux-mêmes*. Il faut utiliser les moyens qui sont les nôtres pour que ces formes d'expression sociale (et politique) soient connues et se fassent publiques. Comme exemples je pense aux recueils d'entretiens publiés par l'équipe ORSTOM ayant travaillé sur les Mourides<sup>94</sup> ou au volume de documents de l'équipe IDEP dirigée par J. Bugnicourt<sup>95</sup>. Cette démarche fait partie d'une approche d'ensemble qui est à la fois théorique, méthodologique et politique<sup>96</sup>.

91. La définition *théorique* de la structure du néo-colonialisme est une tâche de première importance, et peu de travaux s'y sont véritablement consacrés. On trouvera des éléments empiriques dans le recueil de G. BLANCHET, J.-M. GASTELLU, J. ROCH et G. ROCHETEAU, *Structures sociales et Développement économique : contribution à l'étude de la formation du capital au Sénégal*, ORSTOM, Dakar, 1974, 118 p.

92. Ainsi au Sénégal sur l'entreprise du maraîchage industriel BUD ou sur l'opération Terres neuves financée par la BIRD.

93. Cf. B. VERHAEGEN, *Introduction à l'histoire immédiate. Essai de méthodologie qualitative*, Gembloux, J. Duculot, 1974, 199 p.

94. Cf. Ph. COUTY, *Entretiens avec des marabouts et des paysans du Baol*, vol. I, ORSTOM, Dakar, 1968, multigr.

J. COPANS, *ibid.*, vol. II.

J. ROCH, *Les Mourides du vieux bassin arachidier sénégalais — Entretiens recueillis dans la région du Baol*, ORSTOM, Dakar, 1971, multigr.

95. *Entretiens avec des nomades refoulés par la sécheresse*, IDEP, Niamey, 1974.

96. Cf. notre introduction à *Critiques et Politiques de l'anthropologie*, *op. cit.*

Cette histoire immédiate est donc d'abord un droit à la parole de ceux qui ont subi ou subissent *tous* les effets de la situation actuelle : la perte des troupeaux et des récoltes, les migrations « forcées », la désintégration familiale et individuelle, l'humiliation de l'assistance alimentaire, la répression policière et administrative. Cette histoire immédiate est également une analyse, une description anthropologique de la réalité sociale quotidienne et des mécanismes mis en place pour « résoudre » les problèmes. Certains des textes que nous publions correspondent à cette tâche. Ainsi S. Lallemand, sans rentrer dans l'explication des causes et des mécanismes, nous restitue minutieusement les conditions de survie d'un village mossi en 1973<sup>97</sup>. Les enquêtes de T. Brun et V. Kovess ou de J. Bugnicourt<sup>98</sup> sur les camps proposent des éléments inédits sur les contraintes propres à la situation de réfugié. Enfin, en ce qui me concerne j'ai essayé de montrer qu'il y a un discours et des réactions paysannes face à la crise, que l'absence de « jacquerie » ou d'explosion n'est pas synonyme de passivité ou d'aliénation<sup>99</sup>. Sur un autre registre, le rapport Carnegie<sup>100</sup> constitue une contribution importante au démontage du fonctionnement interne des organisations d'aide et de secours. Là aussi il y a un terrain d'analyse trop souvent négligé. Des monographies concrètes sur la marche interne des opérations et institutions de développement « sur le terrain » devraient compléter l'analyse nécessaire de leurs effets sociaux et économiques. Dernier domaine, enfin, les retards de l'acheminement, les détournements, les gaspillages, le marché noir qui ne doivent que très peu au *hasard*. Le pourquoi et le comment de ces trafics seraient instructifs. Pour nous, mais surtout pour ceux qui en sont les victimes.

janvier 1975

97. Cf. « La sécheresse dans un village mossi de Haute-Volta », vol. II.

98. Cf. Th. BRUN et V. KOVASS, « Situation alimentaire des populations nomades du Sahel durant la sécheresse. Etude de cas et réflexions », *Cahiers de nutrition et de diététique*, IX, 2, 1974 (voir aussi plus loin l'étude de Th. Brun qui reprend une partie de ces informations).

J. BUGNICOURT, *Un peuple privé de son environnement*, IDEP, Dakar, 1974.

99. Cf. « La Sécheresse en pays mouride (Sénégal). Explications et réactions idéologiques paysannes », vol. II.

100. Cf. R. MORRIS et H. SHEETS, *Disaster in the Desert. Failures of international relief in the West African drought*, Washington, 1974.

## ANNEXE

Il est bien évident que J.-F. Held ne pouvait en quelques heures débrouiller les problèmes de l'exploitation des pays sous-développés. Devrait-il, pour autant, les ignorer, sinon les nier ?

J.-F. Held résume en quelques pages tous les poncifs, toutes les aberrations, tous les phantasmes et surtout toutes les erreurs de la vieille ethnographie : populations demeurées primitives, préservées des contacts avec la civilisation et où ne circulent que quelques ethnologues et autres explorateurs ; exotisme, psychologisme, désir de croire que ces hommes surgis du passé détiennent quelque sagesse cachée qui les préservera du mal occidental — pensée rassurante qui permet de les laisser à leur sort sans mauvaise conscience.

Ce que J.-F. Held ne dit pas, c'est que ces populations sont administrées, recensées, taxées et imposées depuis trois quarts de siècle ; que, contraintes de payer des impôts chaque année plus lourds, des « emprunts » jamais encore remboursés, des cotisations diverses, ou de participer à la Loterie nationale obligatoire, soumises aux marchés du bétail et des vivres, vendant leurs animaux au plus bas des cours et achetant le mil au plus haut, elles sont transformées en agents destructeurs des sols, fournissant, par la pratique d'une économie destructrice qui les condamne à mort, les moyens d'enrichissement des bureaucrates et des commerçants. Paradoxalement sans doute, aux yeux de J.-F. Held, ces nomades pauvres sont la source de richesses pour d'autres.

Claude MBILLASSOUX  
*Le Nouvel Observateur*  
23 juillet 1973